

tion du commerce international, de la stabilité des devises et d'une diminution des barrières commerciales, c'est bien le Canada. Je crois que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) a précisé ces faits très clairement au début du débat.

Au cours du débat d'hier, le député de Duvernay a fait un certain nombre de déclarations générales qui sont assez raisonnables à première vue mais dangereusement trompeuses quant aux conclusions qu'on peut en tirer. Il a dit, par exemple, que les exportations tirées des industries extractives—minerai, pétrole et gaz surtout—ne contribuaient pas à enrayer le chômage, qu'il a qualifié à juste titre de problème national le plus important, n'apportaient rien sous forme de recettes fiscales et n'aidaient les Canadiens en aucune façon appréciable. Il a semblé aller plus loin. Il a dit que les ressources non renouvelables constituaient notre stock de capital et que nous nous exposions aux reproches des générations futures lorsque nous permettons l'exportation injustifiée d'un pied cube de gaz naturel, d'un baril de pétrole ou d'une tonne de nos métaux. Il a semblé faire ces déclarations sans réserve dans un style qui m'a donné, et aux autres députés, j'en suis certain, matière à réflexion.

Toute hypothèse doit pouvoir se vérifier dans les faits. La première réalité que je défie le député de Duvernay (M. Kierans) de contrôler est la suivante: De quels impôts veut-il parler? Dans un discours qu'il a prononcé au printemps dernier, il s'est limité à parler des impôts sur les sociétés. C'est encore, je crois, ce qu'il vient de faire. Les industries primaires dont il parle paient, dans des proportions variables il est vrai, des taxes foncières municipales, mais elles les paient. Deuxièmement, leurs employés paient des impôts sur le revenu des particuliers, impôts qui comptent pour une proportion beaucoup plus élevée des recettes fédérales qu'autrefois.

Au mieux, l'argument du député en matière de réforme fiscale a sûrement quelque mérite mais ce n'est pas un argument qui joue en matière de politique d'exportation de nos richesses naturelles. M. Carter a très valablement défendu la réforme fiscale et je dois avouer que, sur bien des points, je suis d'accord avec lui.

Je demanderais aux députés NPD d'en face, qui ont applaudi si vigoureusement hier, ce qu'ils vont dire aux habitants de Thompson, au Manitoba? Si nous suivions le conseil donné hier, et cessions nos exportations de nickel, les habitants actuels de Thompson y resteraient-ils? Bien sûr, cette collectivité possède une fonderie où est traité le minerai et c'est là où l'argument du député est contradictoire. Il nous a dit nettement qu'exporter cette production était trahir la confiance nationale. Les députés NPD qui représentent ici des circonscriptions du Manitoba iront-ils à Thompson dire aux habitants que leur ville ne devrait pas exister et que nous devrions interdire l'exportation de tant de nickel? Et que s'ils sont élus au Parlement ils veilleront à ce qu'aucune autre Thompson ne soit créée? Le diront-ils? Qui d'entre nous peut concevoir qu'un député de ce parti qui ferait ce genre de déclarations au Manitoba, recevrait le moindre encouragement du premier ministre démocrate de cette province?

Prenons, comme autre exemple, le cas des mines de potasse de la Saskatchewan. Voilà une des ressources non renouvelables auxquelles le député de Duvernay faisait

[M. Francis.]

sans doute allusion. Les membres du NPD pourront-ils dire au nouveau premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakely, qu'il doit mettre fin à l'exportation d'une quantité donnée de potasse? Soutiendront-ils que l'exportation excessive de potasse est une erreur dès lors qu'il s'agit d'une violation de nos obligations envers de futures générations de Canadiens? Les membres du Nouveau parti démocratique ont eu à envisager cette question plus carrément ou devrais-je dire avec deux points de vue opposés, que tout autre parti. D'ailleurs, la branche Waffle du parti, qui semble rallier un bon nombre d'adhérents, prône une théorie mal conçue d'isolationnisme économique difficilement acceptable de notre temps et elle y joint un appel émotif visant à socialiser les industries.

Pour en revenir au discours prononcé hier par le député de Duvernay, celui-ci distingue entre les ressources renouvelables et celles qui ne le sont pas, et il préconise des politiques différentes. Il nous faut examiner ce point et nous demander quelles sont les ressources renouvelables: les ressources forestières et les pêcheries? Pourrait-il nous dire comment il s'y prendrait pour vendre plus de blé? A son avis, nous devrions exporter davantage, mais qu'il veuille bien nous dire comment. Personne parmi nous ne rejette certainement la nécessité qu'il y a de rechercher de meilleurs marchés partout où ils existent. En ce qui concerne ces produits, prétendre que nous devons exporter ceux-ci plutôt que ceux-là, parce que ce serait en quelque sorte trahir la confiance, est un idéal difficile à atteindre.

Le plus grand danger dans tout cela est la façon dont ces arguments alimentent l'anti-américanisme qui émerge comme élément de notre vie culturelle. Les arguments économiques sont des demi-vérités et non pas des vérités absolues, mais l'incidence émotionnelle est ce qui m'inquiète le plus. L'une des grandes tragédies de la guerre du Vietnam est le relent d'anti-américanisme qui s'est notamment insinué chez les Canadiens anglophones. Si cette opération militaire malencontreuse et des plus tragiques n'avait pas eu lieu, je n'ai aucun doute que beaucoup de Canadiens se seraient sentis beaucoup plus près de leurs voisins du Sud qu'actuellement. A vrai dire, il me semble que les expressions les plus extrêmes d'isolationnisme économique au Canada, et à ce sujet, je souligne énergiquement que je dissocie le député de Duvernay, bien trop intelligent pour adopter une telle attitude, se retrouvent chez ceux qui s'opposent à la guerre du Vietnam.

Ce conflit a occasionné l'entrée au Canada de nombreux immigrants, qui étaient dans bien des cas motivés par des idéaux élevés, et, dans d'autres, simplement par le désir d'échapper à la conscription. Ces immigrants sont très instruits et s'assimilent très rapidement dans nos villes; ils exercent une influence considérable sur l'opinion publique au Canada. A mon avis, toutefois, il est extrêmement malheureux que des arguments touchant la propriété étrangère au sein des industries canadiennes, l'exportation des ressources non renouvelables et les mesures destinées à maintenir l'emploi dans notre secteur manufacturier, puissent être renforcés par l'expression passionnée d'une hostilité latente envers les États-Unis d'Amérique, inspirée de raisons entièrement différentes. C'est un assemblage des plus dangereux.